



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/22110/Add.20  
19 juillet 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/22110 du 28 janvier 1991, S/22110/Add.3 du 1er février 1991 et S/22110/Add.13 du 25 avril 1991.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 24 mai 1991, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation entre l'Iraq et le Koweït (voir S/21100/Add.30, S/22100/Add.31, S/21100/Add.32, S/22100/Add.33, S/21100/Add.36, S/22100/Add.37, S/21100/Add.38, S/22100/Add.42, S/21100/Add.43, S/22100/Add.47, S/22110/Add.6, S/22110/Add.7, S/22110/Add.8, S/22110/Add.9, S/22110/Add.13, S/22110/Add.14 et S/22110/Add.17).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 2987<sup>e</sup> séance, le 20 mai 1991, conformément à l'accord auquel ses membres étaient parvenus lors de leurs consultations préalables, étant saisi du rapport du Secrétaire général conformément au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (S/22559).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil de sécurité, a invité les représentants de l'Iraq et du Koweït, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution S/22613 qui avait été présenté à l'origine par les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en signalant que la Belgique, la France, la Roumanie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Zaïre en étaient devenus coauteurs. Il a également appelé l'attention sur un

changement d'ordre rédactionnel apporté au paragraphe 2 du dispositif du texte provisoire de ce projet de résolution où la référence à la résolution 687 avait été modifiée de manière à se lire "résolution 687 (1991)".

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution (S/22613); par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Cuba), il l'a adopté en tant que résolution 692 (1991).

La résolution 692 (1991) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 674 (1990) du 29 octobre 1990, 686 (1991) du 2 mars 1991 et 687 (1991) du 3 avril 1991 relatives à la responsabilité de l'Iraq, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, en ce qui concerne toute perte, tout dommage - y compris les atteintes à l'environnement et la destruction des ressources naturelles - et tous préjudices directs subis par des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Iraq,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général a présenté le 2 mai 1991 (S/22559), conformément au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991),

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général de son rapport du 2 mai 1991 1/;

2. Constata avec satisfaction que le Secrétaire général compte maintenant mener les consultations demandées au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) afin de pouvoir recommander au Conseil de sécurité, pour suite à donner le plus rapidement possible, le montant maximum des contributions de l'Iraq au Fonds;

3. Décide de créer le Fonds et la Commission visés au paragraphe 18 de la résolution 687 (1991) conformément à la section I du rapport du Secrétaire général, le Conseil d'administration étant sis à l'Office des Nations Unies à Genève et pouvant décider si certaines des activités de la Commission doivent être exécutées ailleurs;

4. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer les paragraphes 2 et 3 ci-dessus en consultation avec les membres du Conseil d'administration;

5. Charge le Conseil d'administration de procéder sans tarder à l'application des dispositions de la section E de la résolution 687 (1991), compte tenu des recommandations figurant dans la section II du rapport du Secrétaire général;

6. Décide que les dispositions devant régir les contributions de l'Iraq s'appliqueront, selon les modalités à arrêter par le Conseil d'administration, à l'ensemble du pétrole et des produits pétroliers irakiens exportés d'Iraq après le 3 avril 1991 ainsi qu'au pétrole et aux produits pétroliers exportés avant cette date mais non livrés ou payés en raison directe des interdictions énoncées dans la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

7. Prie le Conseil d'administration de rendre compte dès que possible des mesures qu'il aura prises touchant les mécanismes à mettre en place pour déterminer le montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds, ainsi que des dispositions visant à assurer les versements au Fonds, afin que le Conseil de sécurité puisse donner son approbation conformément au paragraphe 22 de la résolution 687 (1991);

8. Demande que tous les Etats et toutes les organisations internationales concourent à l'application des décisions que le Conseil d'administration aura prises conformément au paragraphe 5 de la présente résolution et demande en outre que le Conseil d'administration tienne le Conseil de sécurité informé de la question;

9. Décide que, si le Conseil d'administration notifie au Conseil de sécurité que l'Iraq n'a pas appliqué les décisions que le Conseil d'administration aura prises conformément au paragraphe 5 de la présente résolution, le Conseil de sécurité a l'intention de maintenir les interdictions qui frappent les importations de pétrole et de produits pétroliers en provenance de l'Iraq et les transactions financières y relatives ou de prendre des mesures pour réimposer de telles interdictions;

10. Décide également de demeurer saisi de la question et charge le Conseil d'administration de présenter des rapports périodiques au Secrétaire général et au Conseil de sécurité.

Amérique centrale : Efforts de paix (voir S/20370/Add.29, S/20370/Add.44, S/21100/Add.12, S/21100/Add.15, S/21100/Add.17, S/21100/Add.20, S/21100/Add.22, S/21100/Add.44 et S/22110/Add.18).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 2988<sup>e</sup> séance, le 20 mai 1991, conformément à l'accord auquel ses membres avaient abouti lors de consultations antérieures, étant saisi des rapports du Secrétaire général figurant dans les documents S/22031 et S/22494 et Corr.1 et Add.1.

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution publié sous la cote S/22616 dont le texte avait été établi lors de consultations antérieures du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé à un vote sur le projet de résolution (S/22616) et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 693 (1991).

La résolution 693 (1991) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989, dans laquelle il a apporté son soutien sans réserve au Secrétaire général pour qu'il poursuive sa mission de bons offices en Amérique centrale,

Rappelant également l'Accord de Genève du 4 avril 1990 1/ et l'Ordre du jour de Caracas du 21 mai 1990 2/ dont sont convenus le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional,

Profondément préoccupé par la persistance et l'intensification du climat de violence en El Salvador, qui affecte gravement la population civile, et soulignant qu'il importe donc d'appliquer intégralement l'Accord de San José sur les droits de l'homme conclu le 26 juillet 1990 3/ entre les deux parties,

Se félicitant des Accords de Mexico conclus le 27 avril 1991 entre les deux parties,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général 4/,

Rendant hommage au Secrétaire général et à son représentant personnel pour leurs bons offices, et exprimant son entier appui aux efforts qu'ils poursuivent pour faciliter un règlement pacifique du conflit en El Salvador,

Soulignant la grande importance qu'il attache à ce que les deux parties fassent preuve de modération et de retenue afin d'assurer la sécurité de tout le personnel employé par l'ONU, à ce qu'elles adoptent

---

1/ S/21931, annexe I.

2/ Ibid., annexe II.

3/ S/21541.

4/ S/22031, S/22494 et Corr.1 et Add.1.

toutes les autres mesures appropriées et nécessaires pour faciliter des négociations qui permettent d'atteindre aussitôt que possible les objectifs énoncés dans l'Accord de Genève et les autres accords susmentionnés, et notamment à ce qu'elles coopèrent pleinement avec le Secrétaire général et son représentant personnel à cette fin,

Conscient du droit qu'ont les parties de déterminer leur propre processus de négociation,

Demandant aux deux parties de poursuivre sans délai et avec flexibilité les négociations en cours, en concentrant leurs efforts sur les points convenus dans l'Ordre du jour de Caracas, afin de parvenir en priorité à un accord politique concernant les forces armées et les arrangements nécessaires pour faire cesser les affrontements armés et d'instituer ensuite dans les meilleurs délais un processus qui conduira à l'établissement des garanties et conditions nécessaires pour réintégrer les membres du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), en toute légalité, dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays,

Se déclarant convaincu qu'un règlement pacifique en El Salvador favorisera l'heureuse issue du processus de paix en Amérique centrale,

1. Approuve le rapport du Secrétaire général (S/22494 et Corr.1 et Add.1);

2. Décide de créer sous sa propre autorité, et en se fondant sur le rapport du Secrétaire général mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, une mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et de la charger de surveiller tous les accords conclus entre les deux parties, ses attributions consistant d'abord, pendant la première phase de l'opération intégrée de maintien de la paix, à vérifier l'application par les parties de l'Accord de San José 3/, et décide en outre que les tâches ou phases ultérieures de la Mission d'observation devront être soumises à son approbation;

3. Décide également que la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador sera constituée pour une durée initiale de 12 mois;

4. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour organiser la première phase de la Mission, comme prévu aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

5. Invite les deux parties à poursuivre, comme elles en sont convenues, un processus continu de négociation afin d'atteindre au plus tôt les objectifs énoncés dans les Accords de Mexico et tous les autres objectifs visés dans l'Accord de Genève et, à cette fin, à coopérer pleinement avec le Secrétaire général et son représentant personnel dans leurs efforts;

6. Prie en outre le Secrétaire général de le tenir pleinement informé de l'application de la présente résolution.

La situation dans les territoires arabes occupés (voir S/11935/Add.18, S/11935/Add.19, S/11935/Add.20, S/11935/Add.21, S/11935/Add.44, S/11935/Add.45, S/13033/Add.9, S/13033/Add.10, S/13033/Add.11, S/13033/Add.28, S/13737/Add.7, S/13737/Add.8, S/13737/Add.18, S/13737/Add.20, S/13737/Add.22, S/13737/Add.50, S/14326/Add.50, S/14840/Add.1, S/14840/Add.2, S/14840/Add.3, S/14840/Add.4, S/14840/Add.12, S/14840/Add.13, S/14840/Add.15, S/14840/Add.16, S/14840/Add.45, S/15560/Add.6, S/15560/Add.7, S/15560/Add.20, S/15560/Add.30, S/15560/Add.31, S/16880/Add.36, S/17725/Add.3, S/17725/Add.4, S/17725/Add.48, S/17725/Add.49, S/18570/Add.49, S/18570/Add.50, S/18570/Add.51, S/19420/Add.1, S/19420/Add.2, S/19420/Add.4, S/19420/Add.5, S/19420/Add.13, S/19420/Add.15, S/20370/Add.5, S/20370/Add.6, S/20370/Add.22, S/20370/Add.26, S/20370/Add.34, S/20370/Add.44, S/21100/Add.10, S/21100/Add.12, S/21100/Add.17, S/21100/Add.20, S/21100/Add.21, S/21100/Add.39, S/21000/Add.40, S/21100/Add.42, S/21100/Add.44, S/21100/Add.45, S/21100/Add.48, S/21100/Add.49, S/21100/Add.50, S/22110 et S/22110/Add.12).

Dans une lettre en date du 22 mai 1991 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/22634), les représentants de la Côte d'Ivoire, de Cuba, de l'Equateur, de l'Inde, du Yémen, du Zaïre et du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies ont demandé, en tant que membres du Conseil appartenant au Mouvement des pays non alignés, que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner la situation créée par les récentes expulsions par Israël de quatre Palestiniens des territoires occupés.

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 2989<sup>e</sup> séance, le 24 mai 1991.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Algérie, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de la Malaisie, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

A la même séance, le Président a appelé l'attention sur la demande figurant dans la lettre datée du 24 mai 1991 (S/22640) par laquelle le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies priait le Conseil de sécurité d'inviter, conformément à sa pratique antérieure, l'Observateur permanent adjoint de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer au débat. Il a indiqué que la demande n'était pas faite en vertu de l'article 37 ou de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité mais que si elle était approuvée, le Conseil inviterait l'Observateur permanent adjoint de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer, non pas en vertu des articles 37 ou 39 du règlement intérieur du Conseil, mais avec les mêmes droits de participation que ceux que confère l'article 37.

A la suite d'un débat, le Conseil de sécurité a adopté la proposition par 11 voix contre une (Etats-Unis), avec 3 abstentions (Belgique, France et Royaume-Uni).

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution figurant dans le document S/22633 qui avait été établi au cours de consultations antérieures du Conseil.

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution (S/22633) et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 694 (1991).

La résolution 694 (1991) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 681 (1990),

Profondément préoccupé et consterné d'apprendre qu'Israël, en violation des obligations qu'il a contractées aux termes de la quatrième Convention de Genève de 1949, et agissant à l'encontre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au détriment des efforts tendant à instaurer une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient, a expulsé quatre civils palestiniens le 18 mai 1991,

1. Déclare qu'en expulsant quatre civils palestiniens le 18 mai 1991, les autorités israéliennes ont agi en violation de la quatrième Convention de Genève de 1949, qui est applicable à tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem;

2. Déplore cette action et réaffirme qu'Israël, puissance occupante, doit s'abstenir d'expulser des civils palestiniens des territoires occupés et garantir le retour immédiat et en toute sécurité de tous ceux qui ont été expulsés;

3. Décide de maintenir la situation à l'étude.

-----